

La pensée antitotalitaire en France

Hugues Poltier

Publié in Alexandre Abensour (dir.), *Le XX^e siècle en France. Art, Politique, Philosophie*, Paris, 2000, Berger-Levrault, 39-49

La pensée antitotalitaire française est l'enfant bâtard des aspirations révolutionnaires et de la critique du régime soviétique. Immédiate ou progressive, peu importe, la reconnaissance de l'inversion de signes entre, d'un côté, la figure rêvée de l'utopie d'une société émancipée de la domination du Capital et, de l'autre, la découverte d'une tyrannie inouïe, marquée par une terreur inconnue sous les régimes oppresseurs du passé, cette reconnaissance, donc, a été le moteur de la pensée antitotalitaire en France. En cela, la destinée de l'Union soviétique a été au coeur de l'histoire de cette pensée, voire plus généralement de l'histoire du pays comme tel tout au long de ce siècle. Car il faut bien voir que le seul régime nazi n'eût jamais poussé les quelques intellectuels qui s'y attelèrent à penser le phénomène totalitaire. Si celui-ci donna tant à penser, ce fut principalement à la faveur du régime soviétique en tant qu'il se présenta à bien des égards comme l'accomplissement du royaume sur terre et qu'il se révéla en être une fantastique inversion. Penser cette tentative en même temps que cette inversion est évidemment au coeur de tous les efforts d'intelligence du phénomène totalitaire. Mais une autre dimension n'est pas moins décisive. La reconnaissance de la terreur subie par la population soviétique tout au long de l'histoire de l'URSS a été particulièrement tardive en France puisque, jusqu'à la parution en français de *L'Archipel du Goulag* de Soljénitsyne en 1974, l'existence des camps est souvent, sinon contestée, du moins minimisée dans sa portée – cette résistance s'expliquant en particulier par la force et la puissance du soutien institutionnel à l'URSS qu'offre le parti communiste français (PCF), ce dernier exerçant, on le sait, une influence considérable sur l'ensemble de l'intelligentsia française aussi bien durant l'entre-deux guerres que durant les trois décennies qui suivent la défaite de l'Allemagne hitlérienne. Il n'est d'ailleurs pas interdit de penser que la radicalité de la pensée antitotalitaire française s'explique notamment par cette influence, celle-ci plaçant la critique de l'URSS devant l'exigence d'une réflexion à la hauteur de ce pouvoir. Le présent exposé s'articule ainsi autour de deux axes, d'une part l'histoire de la réception du phénomène totalitaire par l'intelligentsia française, et d'autre part, une brève présentation des grands axes de la réflexion sur le totalitarisme.

Une si longue résistance

En raison du poids intellectuel et culturel dont jouit le PCF, organe français de la troisième Internationale à la tête de laquelle se trouve le parti communiste de l'Union Soviétique (PCUS), la critique du régime soviétique en France resta toujours, au sein du camp révolutionnaire, un exercice périlleux et donc exigeant. Le prix à payer était en effet l'excommunication orchestrée par le parti et, partant, un immense isolement tant social qu'intellectuel. La conséquence de cet état de fait fut que l'analyse critique de l'URSS ne fut conduite, dès le début, que par des personnalités de premier plan, ayant à la fois le courage de leur lucidité et de ses conséquences, en particulier un très grand isolement par rapport aux mouvements révolutionnaires, dont, en raison de leurs engagements, ils se sentent, en dépit de tout, solidaires. On songe ici aux personnalités de Victor Serge et Boris Souvarine, les premiers intellectuels révolutionnaires français à prendre publiquement distance avec l'Union soviétique.

De l'histoire de la résistance des milieux intellectuels à accueillir la réalité du régime soviétique – histoire largement documentée notamment par Furet, Jelen et Lottman –, on ne retiendra ici que quelques moments significatifs. Si, très tôt, les témoignages les plus accablants ne tardent pas être publiés – citons pour les seules années vingt ceux de Povolotzki, Mel'Gunov, Duguet, Cederholm, Bezsonov et Istrati – ils ne suscitent guère de vagues, ou, en tout cas, ne parviennent nullement à fissurer l'image positive de l'URSS auprès de la classe ouvrière et des intellectuels

sympathisants de la lutte anticapitaliste. Tout au long de cette période, l'URSS semble bénéficier de la clause de la nation idéologiquement la plus favorisée, tous ses excès de violence étatico-policières trouvant leur justification dans la nécessité de conduire le processus révolutionnaire jusqu'à son terme – les intellectuels français excellant dans l'art de mettre en parallèle Révolution française et Révolution russe, les mécanismes ayant conduit à la Terreur étant jugés aussi nécessaires dans un cas que dans l'autre. Ce traitement de faveur de l'URSS se confirmera avec éclat tout au long des années trente, ainsi qu'en témoignent notamment le congrès d'Amsterdam de 1932, le congrès antifasciste européen de juin 1933 à Paris, la constitution de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, etc. Un trait commun à toutes ces manifestations et groupements est qu'on y trouve toujours un peu les mêmes personnalités, intellectuels européens sympathisants de la cause révolutionnaire et de l'URSS – et que, comme l'ont bien montré les historiens (cf. p.ex. Lottman), celle-ci exerce, en sous-main, un rôle décisif dans leur mise sur pied. A la faveur de ces combats pour la paix et contre le fascisme auxquels elle est systématiquement associée, l'URSS apparaît aux yeux d'une large fraction de l'opinion comme la nation porteuse de l'espoir de paix contre le camp capitalisto-impérialiste – lequel, pour citer Jaurès, «porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage». Plus même, elle en devient inattaquable, comme si montrer du doigt la terreur et l'arbitraire qui s'abattent sur la population soviétique soumise à la toute puissance de l'Appareil du PCUS revenait à ruiner les espoirs de paix et de justice sociale nourris par la classe ouvrière. Dans ce contexte, on conçoit que les rares écrits d'intellectuels révolutionnaires «dissidents» soient restés sans écho dans l'opinion publique et qu'ils aient été vite étouffés par la propagande communiste. C'est ainsi que, lorsque en 1929, Victor Serge – l'un des premiers, dès 1933, sinon le premier, à qualifier l'Union soviétique d'État totalitaire – et Boris Souvarine publient, sous le nom de Panaït Istrati les tomes 2 et 3 de *Vers l'autre flamme*, présentant dans ces volumes la réalité du monopole du PCUS et ses effets dévastateurs sur tous les aspects de la vie sociale, tout se passe comme si ces études restaient lettre morte. Le *Staline* de Souvarine (1935), immense étude sur la genèse du bolchevisme, *Destin d'une révolution* de Serge (1937), contribution très documentée sur l'histoire de la révolution russe et sur la société soviétique des années trente, ne connaissent pas un meilleur sort – de même que *Au pays du grand mensonge* de Anton Ciliga (1938), témoignage accablant d'un militant révolutionnaire yougoslave, narrant avec force détails son séjour de dix années en URSS, l'oppression et la misère de la classe ouvrière, la violence inouïe qui présida à la collectivisation, les privilèges des bureaucrates et hauts fonctionnaires, la servilité régnant dans l'appareil dirigeant, la terreur s'abattant sur le parti et le pays, l'enfer des prisons et des camps de concentration soviétiques, l'arbitraire des interrogatoires et des condamnations, etc.

Au regard de la quantité et de la qualité de l'expérience et de la documentation sur lesquelles reposent ces ouvrages, *Retour de l'URSS* de Gide paraît bien inoffensif. Il se borne à raconter le voyage accompagné que firent l'auteur et quatre de ses proches en Union soviétique, la façon dont ils furent escortés et guidés tout au long, si bien qu'ils ne virent que la façade présentable du pays, tout le reste leur demeurant soigneusement caché. Dans son livre, l'auteur raconte tout cela en l'agrémentant d'un certain nombre d'impressions, ses réserves portant essentiellement sur le sentiment que règne dans tout le pays un immense conformisme, l'obligation systématique d'approuver tout ce que fait le régime. Et Gide de conclure par cette fameuse phrase qui fit couler tant d'encre : «Et je doute qu'en aucun autre pays aujourd'hui, fût-ce dans l'Allemagne d'Hitler, l'esprit soit moins libre, plus courbé, plus craintif (terrorisé), plus vassalisé.»

Infiniment moins riche d'enseignements sur la réalité soviétique que les ouvrages mentionnés ci-avant, c'est pourtant ce livre qui déclencha un tollé dans la presse «antifasciste» et «pacifiste». Une vague d'injures et de calomnies se déversa sur Gide, révélant du même coup la puissance des protections immunitaires érigées par le mouvement prorévolutionnaire contre toute agression, fût-elle de faible envergure (cf. Lottman, op. cit., p. 161-166). La raison véritable de cette levée de boucliers contre Gide résidait bien moins dans le contenu de ses révélations, à vrai dire bien timides, que dans sa personnalité: célèbre écrivain, connu pour son engagement en faveur du socialisme – engagement réitéré à plusieurs reprises dans les pages de la NRF – il avait été invité par les autorités soviétiques à visiter l'URSS, ce qu'il avait finalement accepté. Et voilà

que, quelques mois après son retour d'un voyage au cours duquel il avait été l'objet des soins les plus attentionnés de la part de la délégation qui les accompagnait, il publiait un ouvrage dans lequel il se permettait de critiquer le conformisme et l'absence de liberté en Union soviétique! Au-delà de l'affront, il importait surtout de nier, de contester, ce que, d'une seule voix, firent tous les journaux attachés au Parti, roulant abondamment dans la boue l'homosexuel et petit bourgeois réactionnaire André Gide.

Jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale ainsi, tous ces ouvrages – et bien d'autres encore que nous ne citons pas – n'étaient pas parvenus à lever le silence sur la réalité du régime soviétique, celle-ci n'étant pleinement reconnue que par une poignée de chercheurs et d'écrivains – animés certes d'une volonté énergique, mais sans ouverture dans la grande presse. De sorte qu'à la fin de la Seconde guerre mondiale, on peut dire que la situation soviétique était largement méconnue de l'opinion publique française, à tel point qu'en janvier 1949, alors que débutait à Paris le procès Kravchenko, André Wurmser, des Lettres françaises, un des organes culturels du PCF, pouvait solennellement nier devant la presse française «qu'il y [eût] en Russie des camps de concentration». Si la scène a quelque peu changé, le scénario fondamental demeure le même que pendant l'entre-deux-guerres. Désormais, ce n'est plus le combat contre le fascisme et pour la paix qui tient lieu d'enseigne contre les adversaires de l'Union soviétique. Maintenant, à la faveur de la Guerre froide, c'est la peur de faire le jeu des Américains, de se faire l'allié «objectif» du camp capitaliste et impérialiste qui pousse la quasi-totalité de l'intelligentsia de gauche à défendre, envers et contre tout, l'Union soviétique. Sans parler même des organes publiés sous la houlette du PCF, il est frappant de lire dans *Esprit* (avril 1947), sous la plume de Jean-Marie Domenach, le compte-rendu favorable d'un livre d'un travailliste anglais, Harold Laski, ouvrage qui contient, nous dit-on, «un bel éloge de la dictature communiste qui a éveillé chez des millions d'êtres humains le sentiment qu'il leur était possible de s'épanouir pleinement». Jusqu'à l'automne 1949, la revue d'Emmanuel Mounier verse ainsi dans un philocommunisme essentiellement animé d'abord par le prestige gagné par l'URSS à la Libération, puis par la crainte d'être rangé dans le camp proaméricain à la moindre prise de position sensiblement hostile au régime soviétique. Du côté des Temps Modernes, la situation n'est guère différente, son responsable politique M. Merleau-Ponty publiant en 1947 *Humanisme et terreur*, longue réponse au Zéro et l'infini d'A. Koestler. Certes formidablement ambigu dans ses raisonnements, ce texte prend néanmoins ouvertement la défense de l'URSS et s'attache à justifier les grands procès de Moscou en mettant en avant l'argument de la citadelle socialiste assiégée par le camp impérialiste. Plus tard, lorsqu'en 1950, il prend connaissance du rapport des Nations Unies faisant état de dix, voire quinze millions de détenus en Union Soviétique, Merleau-Ponty souligne certes que cela remet en cause la nature socialiste du pays, mais ajoute, un peu plus bas dans le même article, que, néanmoins, le communisme ne peut être identifié au nazisme, que «nous n'avons rien de commun avec un nazi et que nous avons les mêmes valeurs qu'un communiste», et qu'enfin, «[quelle] que soit la nature de la présente société soviétique, l'URSS se trouve grosso modo située, dans l'équilibre des forces, du côté de celles qui luttent contre les formes d'exploitation de nous connues. [...] Toute politique, conclut l'auteur, qui se définit contre la Russie et focalise sur elle la critique est une absolution donnée au monde capitaliste» (M. Merleau-Ponty, *Signes*, p. 332-338). Pareille insistance, en dépit d'une large connaissance du monde concentrationnaire soviétique, à vouloir voir en l'URSS l'alliée des forces d'émancipation ne laisse pas de surprendre. A gauche cependant, elle est fréquente. Et à la décharge de Merleau-Ponty, relevons que contrairement à bien d'autres, il n'adopte pas la stratégie du déni – et que, peu d'années plus tard, il se distanciera avec fracas de la politique des «compagnons de route» en publiant, en 1955, *Les Aventures de la dialectique* (cf. en particulier l'«Epilogue»).

Il serait aisé, à dépouiller les revues politiques de gauche jusqu'au début des années soixante-dix, de trouver une pléthore de citations justifiant ce qu'en définitive il faut bien appeler une défense inconditionnelle de l'URSS au nom de la lutte contre le capitalisme «yankee». Bien sûr, il y eut le rapport Khrouchtchev de 1956 devant le XXe Congrès du PCUS. Mais tout de suite, il s'est agi d'immuniser l'après-Staline des crimes commis sous Staline en désignant cette période de stalinisme et en s'attachant à faire de ce régime un événement révolu, soigneusement daté et

catalogué, sans plus de rapport avec le présent. Et ici encore, l'intelligentsia «progressiste» a massivement suivi, emboîtant le pas à la condamnation du despote Staline et à l'absolution des dirigeants qui lui ont succédé.

Inutile, cependant, d'allonger sur ce point. L'enseignement que nous pouvons en retirer est double. D'une part, que les obstacles sociaux et politiques à la reconnaissance de la nouvelle domination et oppression qui s'instaure à partir de la Révolution de 1917 furent considérables: à travers le PCF, une large fraction de la population française a vu dans la «patrie du socialisme» à la fois le témoignage de la possibilité d'un dépassement de l'exploitation capitaliste et d'autre part le modèle à imiter – quelle que fût, par ailleurs, la méconnaissance réelle de ce «modèle». D'autre part, que l'incapacité d'une large fraction de l'intelligentsia «progressiste» à percevoir la réalité du système soviétique était largement conditionnée par l'hégémonie d'un cadre théorique, sinon marxiste, du moins largement hérité de sa vulgate commune. En clair, l'analyse de la société en infrastructure et superstructure conduit bon nombre d'intellectuels à considérer que seuls sont véritablement «réels» l'ensemble des faits que l'on peut ranger sous la première, ceux qui sont rattachés à la seconde relevant de la production idéologique des apparences. Appliquée à l'URSS, cette conception conduisait à considérer que, puisque la propriété privée des moyens de production y était abolie, ainsi que, du même coup, la scission du Capital et du Travail, il ne pouvait donc plus y avoir d'exploitation du Travail par le Capital. En clair, puisque dans l'ordre des rapports de production on ne rencontrait plus l'affrontement d'une classe propriétaire des moyens de production exploitant la classe des individus propriétaires de leur seule force de travail, il s'ensuivait que cette société ne pouvait être que «socialiste» par opposition à la société «capitaliste». De sorte que, quoi qu'il se passât par ailleurs, l'essentiel était désormais accompli: avec l'URSS, le programme socialiste avait trouvé sa réalisation en ceci que, là, la société n'était plus divisée entre bourgeois et prolétaires, qu'il n'y avait plus que des travailleurs, collectivement propriétaires des moyens de production de la nation et décidant souverainement des orientations à prendre. En un mot, puisque l'infrastructure était «socialiste», la superstructure, en toute logique marxiste, devait l'être également. Un troisième obstacle doit peut-être encore être mentionné – qui rejoint la difficulté qu'a eue l'opinion internationale, durant la Seconde Guerre mondiale, à croire à la réalité de l'Holocauste. Les atrocités et l'inhumanité rapportées par les témoignages provenant de rescapés des camps soviétiques étaient tellement énormes, tellement inouïes que les citoyens des démocraties libérales, habitués à jouir d'une protection légale contre les abus de violence étatico-policière, ne purent simplement pas y donner crédit. Ces récits devaient être imputés à la mauvaise foi de la propagande impérialiste décidée à souiller par tous les moyens la splendeur et l'exceptionnalité du pays de la révolution prolétarienne. Car enfin, comment croire qu'un gouvernement proclamant sa volonté de libérer le prolétariat du joug de l'oppression bourgeoise pût commettre les massacres de populations ouvrières entières narrés, entre autres par Mel'Gunov (La terreur rouge en Russie, 1924) et Roman Gul (Les maîtres de la Tcheka. Histoire de la terreur en URSS, 1938)? Comment ajouter foi aux récits de ceux qui racontent avoir passé plusieurs mois ou années dans des camps et qui décrivent les conditions incroyablement inhumaines qui sont imposées aux détenus (Duguet, Cederholm, Bezsonov) ? Comment, encore une fois, imaginer que les chefs d'un pays érigé sous l'impulsion d'un idéal qui fait trembler tout le camp capitaliste puissent ainsi briser des multitudes d'hommes et de femmes, leur faire subir une torture presque permanente – celle conjugant le froid, la faim, l'épuisement et ce chapelet sans fin d'humiliations, de brimades et, enfin, d'agressions physiques pures et simples ?

Vers une intelligence du totalitarisme

La réflexion sur le totalitarisme est inséparable de ces obstacles, plus précisément de la nécessité d'élaborer un cadre d'intelligibilité dans lequel ce que racontent tous ces récits prenne sens et devienne croyable. En clair, à eux seuls, les faits ne parlent pas, mais plongent plutôt l'intelligence dans une sorte de stupeur incrédule l'amenant à rationaliser ce qui lui est narré en l'imputant à la haine et à la peur des ennemis du socialisme. Cela n'enlève cependant rien au caractère décisif de ces témoignages, car toute réflexion sur le totalitarisme soviétique commence par l'accueil de ces récits bruts sur la terreur systématique qu'il met en place. Mais

accueillir l'événement dans sa brutalité, condition nécessaire, ne suffisait pas. Encore fallait-il accepter de remettre en cause son cadre d'intelligibilité du monde, voire s'attacher à lui en substituer un nouveau. En particulier, il s'est agi, pour tous ceux qui ont approché le régime soviétique à partir du phénomène de la terreur, de prendre acte du fait que ce qui se jouait là ne pouvait être ramené à une logique économique du type de celle que décrit Marx, mais qu'au contraire, cela ne prenait sens qu'inscrit dans une logique autre, la logique des rapports politiques, laquelle ne pouvait plus, dès lors, être réduite au statut de simple superstructure produite par l'infrastructure.

Reste qu'en définitive, les tentatives véritables de comprendre le totalitarisme ne furent pas si nombreuses et qu'en l'espèce, peu d'apports sont venus de l'étranger. Si l'on excepte Hannah Arendt (*The Origins of Totalitarianism*, 1951), dont la contribution à l'intelligence du totalitarisme est incontestable, force est de constater que la tentative de Carl Friedrich et de Zbigniew Brzezinski (*Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, 1956) est à la fois trop statique et réductrice. Pour eux, le totalitarisme n'est au fond rien d'autre que le vieux projet despotique animant l'individu et que la technique moderne rend désormais possible. En France, l'un des premiers à procéder à une analyse comparée de la démocratie et du totalitarisme fut Raymond Aron. Dans le cadre d'un cours donné en Sorbonne en 1957-58, il montrait, fort justement, que l'opposition des deux régimes résidait dans l'alternative d'un régime admettant une pluralité de partis et de celui n'admettant qu'un parti unique. Développant cette opposition, il en montrait un certain nombre d'implications avec finesse et perspicacité. L'étonnant, cependant, est que, venant, vers la fin de son cours, à des considérations prospectives, il avançait l'idée que le régime soviétique était en voie de normalisation et qu'à la faveur de la similitude des conditions générales de vie dans toutes les sociétés industrielles modernes, les considérations économiques allaient devenir prédominantes en URSS également et qu'en conséquence les manières de vivre tendraient à se rapprocher des deux côtés du rideau de fer (*Démocratie et totalitarisme*, 1965). Conclusion surprenante, largement contredite par toute une série d'analyses où Aron montre la dynamique induite par le phénomène du parti unique, sans toutefois en prendre pleinement la mesure. Mais surtout, conclusion qui révèle combien, jusque chez le politologue, l'idée de la prédominance de l'économique rend difficile de prendre véritablement au sérieux la logique des rapports politiques. Parmi les autres contributions théoriques significatives, relevons encore K. Papaioannou (*L'idéologie froide*, 1967) et Alain Besançon (*Court traité de soviétologie*, 1976). Ce dernier analyse le régime soviétique, dans une approche voisine de celle de H. Arendt, en termes d'idéocratie – voire plus précisément, de logocratie, le pouvoir résidant moins à ses yeux dans une idéologie à laquelle personne ne croyait plus que dans une certaine forme de langage à laquelle chacun devait jouer à se conformer, aussi bien pour se prémunir contre l'exclusion et la relégation que pour grimper dans les appareils de l'Etat. Exacte, cette analyse met certes le doigt sur un phénomène qui dominait massivement les rapports sociaux dans le monde soviétique. Sa limite, cependant, est de ne pas s'atteler à en mettre au jour la source: pourquoi donc et en vue de quoi ce système s'instaure-t-il dans l'horizon de ce pouvoir idéologique, puis logocratique ? Ou encore, qu'est-ce qui fait tenir ce système dans le mensonge alors même qu'il est su de tous ? C'est le mérite de Claude Lefort d'avoir pris ces questions au sérieux, de s'être laissé travailler par elle. C'est à une brève présentation de quelques aspects de sa réflexion sur le totalitarisme qu'est consacrée la fin de cet article.

Qu'est-ce qui explique l'attrait du régime totalitaire ? Pourquoi celui-ci a-t-il pu paraître une solution aux impasses de la modernité ? Telle est, en définitive, la question centrale à laquelle il convient de répondre. A cette fin, Lefort invite à revenir à Marx pour en proposer une lecture politique. Au fond, implicitement, quelle est l'image de la société humaine qui le meut ? En insistant si fortement sur l'opposition du Capital et du Travail, de la bourgeoisie et du prolétariat, Marx fait voir les conséquences insupportables de cette division et laisse entendre que, celle-ci fût-elle surmontée, c'est la source même du déchirement de la société en pôles antagonistes qui serait abolie. En creux, ainsi, s'impose le modèle d'une société délivrée de la division, réconciliée avec elle-même, accordée avec elle-même de part en part : les fins de la collectivité et de l'individu se conjoignent dans une harmonie parfaite au sein de laquelle la place et le rôle de chacun dans la construction de la société ne soulèvent ni difficulté, ni heurt. Et à la

lumière de cet idéal d'unité, la société démocratique apparaît insupportablement divisée, en guerre intestine avec elle-même. Conjugués, l'attrait de cet idéal et le dégoût d'un réel à la fois insupportablement trivial et travaillé par mille conflits plus ou moins ouverts offrent le terreau idéal pour l'avènement d'une société totalitaire. Que s'approfondisse en effet la crise économique et sociale – comme dans les années trente –, et pour beaucoup alors, le problème central résidera dans l'anarchie démocratique et dans le parlementarisme bavard, indices d'un affrontement sans fin entre des individus désorientés par le sentiment de la décomposition imminente de la société. Sur le fond de cette crise, la restauration de l'unité perdue du social se présente comme la voie du salut. Et tel est le sens profond de l'entreprise totalitaire : mue par l'imaginaire du peuple-Un et par la hantise de l'indétermination ouverte par la disparition du fondement transcendant du social, il s'agit pour elle d'édifier une société délivrée du conflit – ou, pour être plus précis, du conflit interne. A la fois produit de l'incertitude enclenchée par la révolution démocratique et effort désespéré pour restaurer l'image de l'unité que composent les sociétés prémodernes, la visée de l'Un est désormais vouée à l'échec. En vertu de la disparition du fondement transcendant du social, il n'est plus de savoir certain, commun à tous, de la nature et de la destination du social. Alors qu'autrefois la référence commune au Dieu créateur fournissait une autorité indiscutable, désormais l'absence de tout auteur transcendant de l'ordre humain exclut la possibilité même d'un accord sur les fins dernières de l'humanité et de la société. Le débat infini sur les fins ultimes est constitutif de la modernité. Le totalitarisme se présente comme la tentative, désespérée et vaine, d'abolir le doute et l'indétermination propres à la société démocratique et de recréer, à la faveur de la position d'une identité commune déterminée – celle du prolétariat, celle du peuple aryen, etc. –, un savoir indiscutable sur les fins dernières – le socialisme, le triomphe de la race aryenne – et, partant, une unité du peuple. Fantasmatique, cette unité ne cesse d'être remise en cause par la dynamique même de la modernité, de sorte que la seule manière de perpétuer ce fantasme de l'Un est d'empêcher activement cette dynamique de déployer ses effets – et ce, par tous les moyens dont la terreur la plus radicale. Les institutions centrales du totalitarisme – le parti unique, le monopole de la vérité aux mains du parti, la police politique omniprésente, la traque incessante des « ennemis du peuple », la relégation de ces derniers dans des camps de concentration, etc. – procèdent directement de cette nécessité d'assurer la permanence du peuple-Un, unité dont l'appareil d'Etat se fait le garant exclusif, celui-ci tirant sa légitimité de se confondre avec le peuple, voire d'être le peuple sous le mode de la conscience du soi. En tant qu'il est le peuple sous la modalité de la conscience de soi, il est, dans son agir, le peuple en acte. Aussi la terreur n'est-elle en définitive rien d'autre que cet acte par lequel le peuple défend son intégrité, son indivision. La grande force de l'interprétation de Lefort est de réinscrire le totalitarisme dans l'histoire de la modernité, de ne pas se borner à une analyse formelle, statique, des traits caractéristiques du régime – et de faire apparaître le totalitarisme comme une possibilité propre à la modernité. Certes, il n'est pas exclu que, comme le pense M. Gauchet, cette possibilité soit désormais derrière nous : s'il est vrai, comme il le juge, que « nous avons vu mourir sous nos yeux ... la foi révolutionnaire dans le salut terrestre » (La religion dans la démocratie, 1998), cela signifie alors que les tentatives totalitaires sont définitivement révolues. Nous ne nous en plaindrions certes pas. Mais en sommes-nous si sûrs ?

Bibliographie :

A. Dans l'ordre chronologique, quelques études et oeuvres de réflexion sur l'URSS et le régime soviétique dans la perspective du totalitarisme

Souvarine Boris, À contre-courant. Écrits, 1925-1939, Paris, Denoël, 1985.

– L'URSS en 1930, Paris, Rieder, 1930

– Staline. Aperçu historique du bolchévisme, Paris, Plon, 1935.

Serge Victor, Destin d'une révolution, Paris, Rieder, 1937.

– Portrait de Staline, Paris, Rieder, 1940.

Mora Sylvester, Zwierniak Peter, La justice soviétique; Rome, Maggi-Spinetti, 1945.

Commission internationale contre le régime concentrationnaire (CICRC), La condition ouvrière en URSS, Paris, Le Pavois, 1951.

– Livre blanc sur les camps de concentration soviétiques, Paris, Le Pavois, 1951.

Camus Albert, L'Homme révolté, Paris, Gallimard, 1951.

Arendt Hannah, The Origins of Totalitarianism, Londres, G. Allen & Unwin, 1951.

Barton Paul, L'institution concentrationnaire en Russie, Paris, Plon, 1959 (Large bibliographie des écrits témoignant de la réalité soviétique disponibles à cette date).

Aron Raymond, Démocratie et totalitarisme, Paris, Gallimard, 1965.

Lefort Claude, – «Le totalitarisme sans Staline. L'URSS dans une nouvelle phase», Socialisme ou Barbarie, 19 (juil.-sept. 1956).

– Un homme en trop. Réflexions sur «L'Archipel du Goulag», Paris, Seuil, 1976.

– L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire, Paris, Fayard, 1981.

B. Quelques études et témoignages sur l'histoire intellectuelle française dans son rapport à l'URSS

Aron Raymond, Polémiques, Paris, Gallimard, 1955.

– L'opium des intellectuels, Paris, Calmann-Lévy, 1955.

Caute David, Le communisme et les intellectuels français, Paris, Gallimard, 1967.

Furet François, Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle, Paris, Laffont/Calmann-Lévy, 1995.

Jelen Christian, L'aveuglement, Paris, Flammarion, 1984.

Lottman Herbert, La Rive gauche. Du Front populaire à la guerre froide, Paris, Seuil, 1981.

Malaurie Guillaume, L'Affaire Kravchenko. Paris 1949. Le Goulag en correctionnelle, Paris, Laffont, 1982.

Morin Edgar, Autocritique, Paris, Seuil, 1959.

Verdès-Leroux Jeanine, Au service du Parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956), Paris, Fayard/Minuit, 1983.

Winock Michel, Histoire politique de la revue Esprit. 1930-1950, Paris, Seuil, 1975.